

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**WEPA FRANCE**

Avenue de l'Europe  
59166 Bousbecque

Références : -  
Code AIOT : 0007005038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté Avenue de l'Europe 59166 Bousbecque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WEPA FRANCE
- Avenue de l'Europe 59166 Bousbecque
- Code AIOT : 0007005038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site WEPA France de Bousbecque appartient au groupe allemand WEPA Hygieneprodukte

GmbH (groupe familial fondé en 1948) spécialisé dans la production de mouchoirs, de papier toilette et papier essuie-tout pour des professionnels et des particuliers. L'activité du site consiste en la production d'ouate de cellulose pour la fabrication de rouleaux de papier à usage sanitaire; la pâte à papier provient d'autres usines françaises (pâte à papier vierge et pâte à papier recyclé). Le site emploie environ 400 personnes et fonctionne 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 pour une production journalière aux alentours de 290 tonnes par jour. 3 machines à papier avec sécheur de type Yankee sont exploitées sur ce site (PM11 : 120t/j, PM12 : 123 t/j et PM18 :110 t/j).

WEPA ne vend pas ses produits sous sa propre marque mais fournit des marques de distributeur.

L'usine de Bousbecque bénéficie d'une position stratégique en étant proche de la frontière belge: 50% de sa production est exportée au Benelux.

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 juillet 2014.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remplissage du registre	Arrêté Préfectoral du 26/06/2025	Sans objet
2	Contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 07/08/2025, article 2	Sans objet
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2025	Sans objet
4	Fonctionnement des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 26/06/2025	Sans objet
5	Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 26/06/2025	Sans objet
6	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 26/06/2025	Sans objet
7	Optimisation des consommations d'eau	AP Complémentaire du 07/08/2025, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral "sécheresse" du 26 juin 2025.

L'établissement de Bousbecque a mis en place des actions de sensibilisation et de réduction de ses consommations qui permettent d'atteindre la réduction de 5% imposée par cet arrêté par rapport à la période de référence considérée. Ces efforts et le suivi de leur efficacité sont à maintenir durant la période de restriction en cours.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Remplissage du registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le registre de prélèvement réglementaire doit être rempli hebdomadairement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise le suivi de ses consommations d'eau selon une fréquence quotidienne. Les données de consommation globale du site sont communiquées chaque jour lors d'une réunion interne, où différents sujets sont abordés (sécurité, qualité, environnement, production). Les données intermédiaires telles que la consommation de chacune des 3 machines à papier sont également suivies, ainsi que la consommation spécifique du site (m <sup>3</sup> d'eau consommé / t de papier produite).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contenu de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.  Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante : - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.
<b>Constats :</b>  Comme évoqué au point de contrôle précédent, la consommation du site fait l'objet d'un suivi quotidien. Suite à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/25, le cadre de surveillance de l'établissement sous l'application GIDAF a été modifiée de manière à ce que l'exploitant puisse transmettre ses données de suivi mensuellement ou trimestriellement selon le contexte. Son attention a été attirée en séance sur ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limite de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Respect du volume maximal de prélèvement prescrit en m<sup>3</sup>/j et/ou m<sup>3</sup>/an au niveau des différentes sources (réseau / eau de surface / eau souterraine) :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés selon les conditions suivantes:

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Caractéristiques
Eau de surface : la Lys	BOUSBECQUE (Masse d'eau superficielle AR32)	La consommation maximale en eau de Lys est de 2 500 000 m <sup>3</sup> /an, soit un prélèvement journalier maximal de 7.032 m <sup>3</sup> .	Voir ci-après
Réseau public	La consommation annuelle maximale d'eau de ville est de 11.400 m <sup>3</sup> /an.	Voir ci-après	
Eau souterraine	Prélèvements en nappe interdits		

**Constats :**

Le suivi des prélèvements montre un niveau de consommation qui fluctue entre 1400 et 2500 m<sup>3</sup>/j.

La consommation moyenne journalière est de l'ordre de 2000 m<sup>3</sup> /j. Elle est inférieure aux 7032 m<sup>3</sup> /j autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2014.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Fonctionnement des dispositifs de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse

**Prescription contrôlée :**

Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.

**Constats :**

<p>Une autosurveillance de la qualité des rejets est assurée en continu pour les paramètres pH, température et débit, quotidiennement pour les paramètres DCO et MES, hebdomadairement pour les paramètres DBO5, NGL, Pt, AOX.</p> <p>Ces fréquences de suivi sont de nature à prévenir toute dérive ou dégradation de la qualité des effluents rejetés. La qualité des rejets en sortie de site est conforme aux normes de rejet réglementaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2025</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE doivent respecter les mesures contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou complémentaires fixant des mesures spécifiques relatives aux prélèvements dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou pour économiser l'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet dans le cas de l'établissement de Bousbecque, l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2014 réglementant le site ne comporte pas d'actions spécifiques sécheresse.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 07 août 2025 impose à l'exploitant la réalisation d'un plan d'actions spécifiques sécheresse dont l'instruction permettra d'identifier des actions pouvant être spécifiquement déployées en réponse à des périodes de restriction d'eau.</p> <p>L'échéance de remise de cette étude est fixée au 07 mai 2026 (9 mois à compter de la notification de l'arrêté).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Réduction des prélèvements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2025</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A défaut de dispositions spécifiques, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m<sup>3</sup>/j dans les eaux de surface ou plus de 80 m<sup>3</sup>/h dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 10 % (alerte) ou 20% (alerte renforcée). Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 26/06/25 impose une réduction de 5% du volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédent la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours.</p>

Le 1<sup>er</sup> arrêté sécheresse pour le bassin versant Marque Deûle est paru le 16/05/25. La période de référence correspond ainsi à la première quinzaine de mai 2025.

La consommation de l'établissement sur cette période se monte à 1957 m<sup>3</sup>/j. En conséquence, en tenant compte d'une réduction de 5 %, le niveau de prélèvement maximum est de 1859 m<sup>3</sup>/j.

Ce niveau est nettement inférieur aux 7032 m<sup>3</sup>/j autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2014.

Afin de répondre à la diminution des consommations imposées par l'arrêté du 26/06/25, l'exploitant a mis en place :

- des actions de sensibilisation de son personnel, par affichage au niveau de la papeterie, sur des médias internes et relais auprès du personnel par les chefs d'équipe (rappel des objectifs de consommation et des actions prioritaires déployées au sein de l'établissement) ;
- des actions de sensibilisation des prestataires (en charge des opérations de nettoyage notamment) ;
- des actions de réduction des consommations : optimisation dans la réalisation des pulpeurs de manière à éviter tout débordement ou tout appoint inutile depuis les cuiviers d'eau, alimentation des rinceurs des presses à boues en eau épurée.

Le suivi quotidien des consommations d'eau permet de constater l'efficacité de ces actions. Il est constaté une réduction de 4 % du volume moyen journaliser consommé depuis le 01/07/25 par rapport à la période de référence, et de 8 % depuis le 22/07/25, date de mise en œuvre des actions de sensibilisation et de réduction décrites précédemment.

Il est noté que l'alimentation des rinceurs en eau de rinçage implique des contraintes techniques d'exploitation (vérification accrue du bon fonctionnement de la presse, encrassement des systèmes de filtration type trommel,...) qui ne permettent pas de déployer cette action de manière pérenne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Optimisation des consommations d'eau

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/08/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etude technico-économique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2028 par rapport au niveau de prélèvement moyen observé sur la dernière période triennale représentative du fonctionnement nominal de l'établissement.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.

- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.
- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.
- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

**Constats :**

L'exploitant a d'ores et déjà initié une campagne d'essai pilote visant à optimiser le recyclage de l'eau en interne, en lien avec l'agence de l'eau. Le pilote a été testé sur la période fin 2024 - début 2025.

Le choix technologique reste à définir. Des contacts sont en cours avec différents prestataires. La réalisation de l'étude technico-économique sera confiée à un prestataire spécialisé. Une perspective de réduction des consommations supérieures aux 10% fixés est envisageable d'après les premières pistes de réflexion.  
L'échéance de remise est fixée au 07 mai 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite